

Le marché du travail sur de bons rails

L'emploi salarié intérieur a accéléré sur la fin de 2016, en hausse de 3,3% sur un an au 4^{ème} trimestre. Le chômage profite de cette dynamique et continue de baisser, atteignant 6,0% de la population active en avril 2017, après 6,2% au tournant de l'année. Toutes les branches profitent de la reprise et les offres d'emplois restent à un niveau historiquement élevé.

Les créations d'emploi poursuivent leur essor

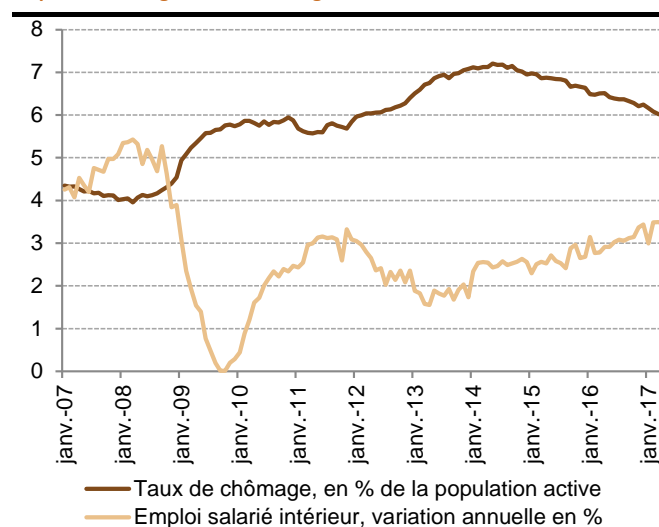
Au dernier trimestre de 2016, la croissance de l'emploi salarié intérieur passe à +0,9% sur un trimestre (+3,3% sur un an), après un rythme légèrement inférieur sur les quatre trimestres précédents. La croissance annuelle moyenne atteint ainsi 3,1% en 2016, après 2,6% en 2015, plaçant le Grand-Duché en deuxième position (derrière Malte) parmi les pays les plus dynamiques de la zone euro. La progression de l'emploi luxembourgeois renoue ainsi avec sa moyenne de long terme (+3,3% par an de 1986 à 2016).

En 2016, les branches les plus dynamiques ont été les activités immobilières (+7,3%), les services aux entreprises (+6,6%), l'agriculture (+5,2%) et les TIC (+3,5%). Les contributions les plus fortes proviennent toutefois des branches ayant une part plus importante dans l'économie luxembourgeoise. Ainsi, les services aux entreprises ont contribué à raison d'un tiers aux créations d'emplois en 2016 (surtout au niveau des activités comptables et du travail intérimaire), suivis de la construction, du secteur financier et du commerce.

Le taux d'emplois vacants reste particulièrement important pour les services administratifs et de soutien, les services spécialisés, scientifiques et techniques, l'Horeca et les TIC.

Les données disponibles sur le début de 2017 témoignent d'une poursuite de la bonne tenue du marché de l'emploi. Les chiffres du travail intérimaire communiqués par les membres de la FES (Fedil Employment Services) indiquent un renforcement sur la fin du 1^{er} trimestre (+15,5% sur un an en mars pour les heures prestées contre +5,2% en février et +8,8% en janvier). Les enquêtes de conjoncture vont dans la même direction, les entreprises revoyant à la hausse leurs perspectives d'emploi (en particulier dans le secteur de la construction). Les demandes de chômage partiel demeurent pour leur part à un niveau historiquement faible.

Emploi et chômage au Luxembourg



Sources: STATEC, IGSS, ADEM

Le chômage continue de baisser

La baisse du chômage se manifeste depuis la mi-2014 et se poursuit à un rythme relativement régulier. Le taux de chômage atteint ainsi 6,0% en avril 2017, après un pic à 7,2% en T2 2014. Il reste cependant encore bien au-dessus du niveau qu'il affichait avant la crise financière de 2008-2009.

L'ampleur de la baisse est similaire en incluant les personnes en mesure pour l'emploi, avec un taux qui passe de 9,1% de la population active en T3 2014 à 7,9% en avril 2017. Le reflux du chômage repose donc sur une véritable dynamique conjoncturelle (et non sur un renforcement des emplois aidés).

Ce reflux s'inscrit dans une tendance perceptible à l'échelle européenne. Dans la zone euro, le taux de chômage s'établit à 9,5% de la population active en mars 2017, après un pic à 12,1% en avril 2013. Il reste cependant encore trop élevé pour générer des tensions significatives sur les prix à la consommation et les salaires.

Construction

Autorisations de bâtir en volume



Source: STATEC

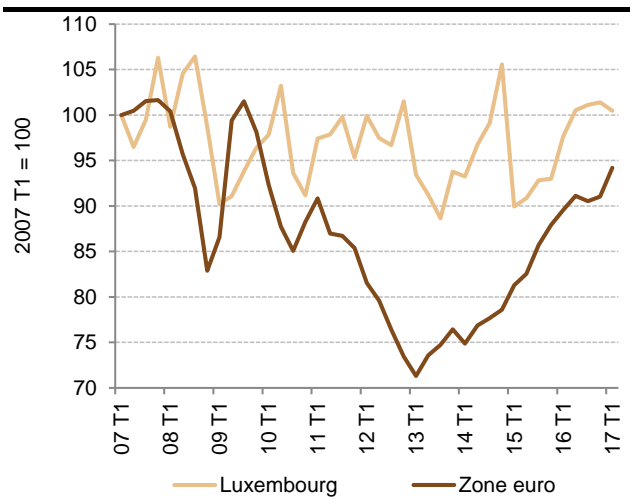
Des projets plus nombreux, mais moins grands

Le volume relatif aux autorisations de bâtir accordées au cours du 4^{ème} trimestre 2016 – exprimé en m³ – enregistre une diminution de 17% sur un an. Sur l'ensemble de l'année écoulée, le recul atteint 20% environ, une baisse qui touche en premier lieu les projets de construction non résidentielle. Il faut dire que dans ce domaine, l'année 2015 avait été marquée par l'autorisation de plusieurs projets de grande envergure, dont un en particulier dans le sud de Luxembourg-ville. En revanche, le nombre d'autorisations délivrées pour des chantiers de construction non résidentielle a été plus élevé en 2016 (410, contre 366 en 2015, soit +12%).

Pour le secteur résidentiel (maisons et appartements), 1 665 autorisations ont été accordées (+12% également sur un an), correspondant à 4 750 logements au total (+22%), mais représentant un volume bâti de seulement 2% supérieur à celui de 2015. Au final, pour l'ensemble des permis de construire délivrés en 2016, la taille moyenne des projets s'inscrit en recul de 30% environ.

Consommation

Immatriculations de voitures neuves depuis 2007



Sources: ACEA, STATEC (données désaisonnalisées)

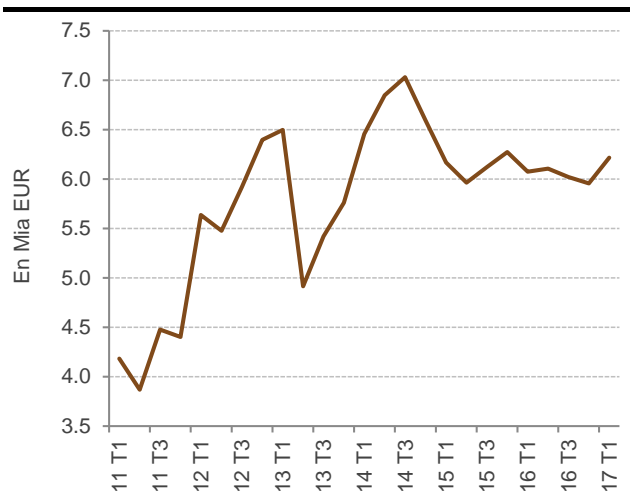
Les immatriculations de voitures à la traîne

Les ventes de nouvelles voitures particulières donnent des signes de faiblesse sur le début de 2017. À l'issue du mois d'avril, le cumul des immatriculations affiche une stagnation par rapport à l'année passée (contre une hausse de 4,6% pour la zone euro). Elles avaient marqué un recul de 0,9% sur un trimestre en 2017 T1 (+3% sur un an) et le mois d'avril s'est révélé très décevant: avec seulement 4 860 immatriculations (-7% sur un an et environ 300 véhicules de moins qu'au cours des quatre années précédentes sur le même mois), c'est le plus mauvais résultat enregistré au Luxembourg depuis 2001.

Ceci étant, le mois d'avril a été médiocre pour les ventes de voitures à l'échelle européenne (-5% sur un an dans la zone euro), un phénomène qui résulterait surtout – d'après les constructeurs – du fait que Pâques est tombé en avril cette année (c'était en mars en 2016). On peut par conséquent espérer de meilleurs résultats pour le mois de mai, à confirmer.

Secteur financier 1/2

Primes d'assurances encaissées



Sources: Commissariat aux Assurances, STATEC (données désaisonnalisées)

Assurances: des signaux plus favorables

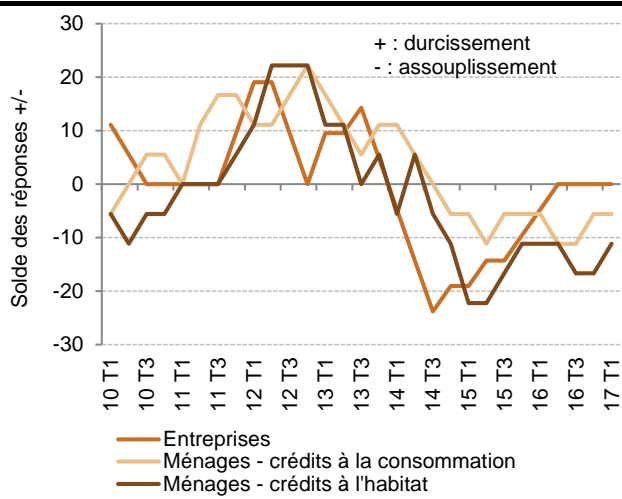
Les primes encaissées par les compagnies d'assurances du Luxembourg affichent une progression de 5% sur un an au 1^{er} trimestre 2017, après un recul de presque 4% sur l'ensemble de 2016. Ce rebond a été largement soutenu par les produits d'assurance-vie en unités de comptes (+27% sur un an). Leur rémunération étant adossée aux performances des marchés boursiers, ils profitent peut-être de la meilleure orientation des indices actions relevée depuis la fin de 2016. À l'inverse, les primes destinées aux produits vie à rendement garanti dévissent nettement (-28% sur un an au 1^{er} trimestre 2017).

À l'échelle européenne, la confiance des acteurs du secteur financier s'est largement améliorée depuis novembre dernier et ce phénomène a été particulièrement ressenti chez les professionnels de l'assurance (cf. Conjoncture Flash d'avril 2017).

Selon les données de l'IGSS, l'emploi du secteur des assurances du Luxembourg a progressé de 4,4% en 2016, une très nette accélération par rapport à la performance de 2015 (+0,8% seulement).

Secteur financier 2/2

Critères d'octroi de crédits



Source : Macrobond (moyennes mobiles sur 3 trimestres)

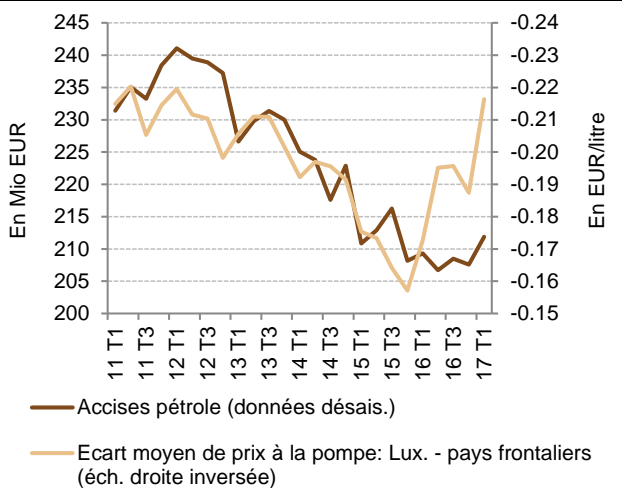
Crédits: plus de souplesse pour les ménages que pour les entreprises

Selon la dernière enquête sur la distribution du crédit bancaire (avril 2017), les banques du Luxembourg n'ont dans l'ensemble pas modifié leurs conditions de critères d'octroi aux entreprises, confirmant la fin de la période d'assouplissement qui avait prévalu de 2014 jusqu'au début de 2016. Pour les ménages cependant, que ce soit en matière de crédits à l'habitat ou à la consommation, les banques semblent encore faire preuve d'une certaine flexibilité, sous l'effet notamment de la pression concurrentielle des autres banques.

Les établissements interrogés mentionnent également – en termes de conditions appliquées aux crédits effectivement octroyés – une remontée des frais autres que les intérêts (pour les crédits aux ménages et aux entreprises) et une remontée des marges pour la plupart des types de crédit. La demande de crédit des entreprises semble davantage liée à des investissements en capital fixe et celle des ménages davantage motivée par des dépenses de consommation en biens durables.

Finances publiques

Accises relatives aux produits pétroliers et écart de prix à la pompe



Sources: ADA, Macrobond, STATEC

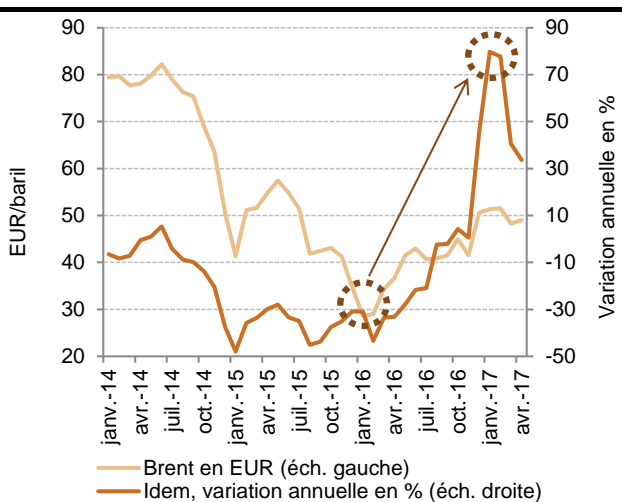
Retournement à la hausse des accises "pétrole"

Après 4 années de baisses liées au recul des ventes de carburants routiers, les recettes d'accises perçues sur produits pétroliers affichent une hausse de près de 5% sur un an à l'issue des 4 premiers mois de l'année. Alors qu'une stabilisation des rentrées d'accises s'observait déjà au cours de 2016, l'année se soldait tout de même encore par un recul de plus de 2%.

Comme une part substantielle des ventes de carburants se fait à des non-résidents, un facteur explicatif de ce redressement pourrait résider dans l'évolution du différentiel des prix à la pompe entre le Luxembourg et les pays voisins. Ainsi, alors que la décrie du prix du Brent sur les dernières années impliquait une réduction de ce différentiel de prix (le passage à la pompe au Luxembourg devenant moins attractif en termes d'économies réalisables par litre), l'écart s'est agrandi récemment suite au retournement à la hausse des prix pétroliers. S'y ajoute des hausses des taux d'accises en France et en Belgique, essentiellement sur le diesel vendu aux particuliers.

Inflation

Prix du Brent en EUR



Source: Macrobond

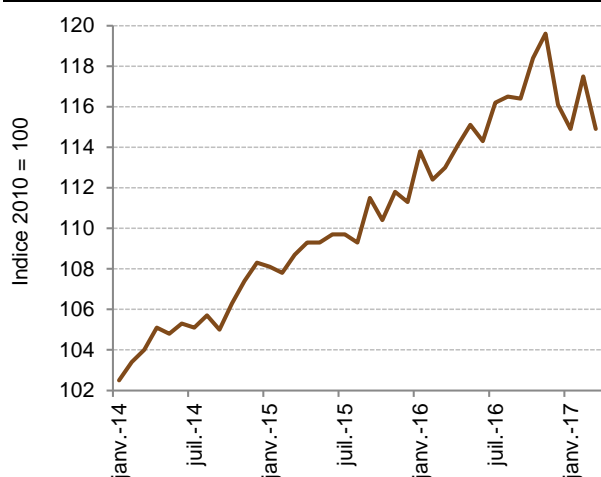
Pétrole: impact haussier temporaire sur l'inflation

Le rebond important de l'inflation annuelle – 1,8% sur les 4 premiers mois de 2017 au Luxembourg par rapport à 0,7% au dernier trimestre de 2016 – s'explique principalement par le retournement à la hausse des prix pétroliers. Après un niveau plus bas au début de 2016 (à près de 30 EUR/baril), le cours du Brent s'est effectivement redressé tout au long de 2016. Au Luxembourg, on doit ainsi déboursier en ce début d'année 15 centimes de plus par litre d'essence ou de diesel acheté à la pompe qu'encore en février 2016. Pour le taux d'inflation – mesuré en comparaison annuelle – cela implique un fort effet de base haussier à l'entrée dans 2017, destiné à se dissiper par la suite.

Suite à la réduction de la production décidée en décembre dernier par les pays de l'OPEP et la Russie, le prix de l'or noir s'est stabilisé de façon remarquable autour de 50 EUR/baril. Pourtant, sur les derniers mois, la relance de l'extraction de pétrole de schiste en Amérique du Nord et les incertitudes sur le renouvellement de l'engagement pris en décembre avaient exercé une légère pression baissière sur les prix pétroliers.

International

Royaume-Uni - ventes au détail (en vol.)



Source: Eurostat

Tableau de bord

	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-6.0	3.1	-3.7	-7.1	3.9	-6.6	-4.4	...	...	-2.4	0.9
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	7.9	1.3	2.1	3.6	11.2	-17.7	-7.1	...	...	-4.5	4.7
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	1.8	3.0	2.1	2.0	2.6	-1.9	-4.5	...	...	-1.3	-0.2
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	0.2	0.4	0.5	0.5	1.1	1.7	1.8	1.7	1.9	1.8	0.1
Inflation sous-jacente	0.9	0.8	0.7	0.8	1.0	1.2	1.2	1.3	1.4	1.3	1.1
Indice des produits pétroliers	-11.8	-6.4	-2.5	-3.6	4.9	13.2	15.2	11.5	14.1	13.6	-16.2
Indice des prix à la production industrielle	0.0	-0.9	-0.9	-0.7	0.1	0.5	1.6	3.5	...	1.8	-2.2
Indice des prix à la construction ¹	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	...	...	...	...	1.0	1.0
Coût salarial moyen par personne (CNT)	0.5	0.5	-0.3	-0.3	-0.3	...	...	...	...	-0.3	1.8
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	9.1	0.4	-8.1	-0.7	4.1	23.2	-2.7	...	...	8.2	4.6
Importations de biens en volume	-0.4	-3.9	6.0	3.2	0.1	2.5	-0.1	...	...	0.8	-1.7
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.1	3.1	3.1	3.4	3.4	3.0	3.5	3.5	3.5	3.4	2.9
Emploi national	2.3	2.3	2.3	2.5	2.6	2.3	2.8	2.9	2.9	2.7	1.9
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.2	6.1	6.0	6.0	6.1	6.5

Source: STATEC

Les données en couleur sont des estimations, cvs- corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.3	0.4	0.6	0.3	0.4	0.5
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	0.2	3.0	0.0	1.2	1.0	1.3
	Variation annuelle en %					
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	2012	2013	2014	2015	2016	Prévision 2017
	-0.4	4.0	5.6	4.0	4.2	4.2

PIB en valeur 2016: 54 195 Mio EUR
 Salaire minimum mensuel (depuis le 01/01/2017): 1 998.59 EUR
 Balance courante (T4 2016): 1 523 Mio EUR
 Population résidente (01/01/2017): 590 667

Indice des prix à la consommation (04/2017) - base 1^{er} janvier 1948: 844.28
 Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1^{er} janvier 1948: 838.19
 Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 2^{ème} trimestre 2018

Institut national de la statistique et des études économiques

Tél: 247-84219 13, rue Erasme
 info@statec.etat.lu B.P. 304
 www.statistiques.lu L-2013 Luxembourg

Royaume-Uni: la consommation flanche

L'économie britannique avait enregistré de bons résultats sur la fin de 2016, avec une forte progression du PIB de 0,7% sur un trimestre.

La performance du 1^{er} trimestre 2017 est cependant moins éclatante, avec une hausse du PIB de seulement 0,3% (contre 0,5% pour la zone euro). Les composantes du PIB correspondantes ne sont pas encore disponibles, mais l'office des statistiques britannique a fait savoir que le ralentissement provenait essentiellement des activités de services (+0,3%, contre +0,8% en 2016 T4) et que des mouvements baissiers affectaient en particulier les domaines du commerce de détail et de l'habitat.

Les ventes au détail se sont en effet repliées de presque 2% sur le 1^{er} trimestre (contre +0,3% dans la zone euro), les consommateurs étant notamment soumis à des hausses de prix conséquentes (a priori liées à une remontée de l'inflation importée, elle-même due à la dépréciation de la livre sterling). Le différentiel d'inflation avec la zone euro s'est d'ailleurs considérablement accru récemment (+0,8 point de % en mars et avril, contre seulement 0,1 encore en janvier).

Pour en savoir plus:

Bastien Larue
 Tél. 247-84339
 E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu
 Véronique Sinner
 Tél. 247-84228
 E-mail: Veronique.Sinner@statec.etat.lu